

Des usages aux revenus, cinq ans après, le bilan mitigé de la 5G

Lucas Mediavilla

Les opérateurs sont loin d'avoir récolté les fruits de leurs investissements colossaux.

D'aucuns y verront le symbole d'une technologie mal née. En octobre 2020, c'est masqué sur le visage et à l'aube d'un deuxième confinement lié à la pandémie de Covid-19 que le secrétaire d'État au numérique Cédric O entamait le processus d'enchères des fréquences 5G, donnant le top départ au déploiement de la nouvelle génération mobile en France. Pour l'État, qui y a récupéré 2,8 milliards d'euros, l'affaire a été financièrement très intéressante.

Mais cinq ans plus tard, le bilan est bien plus mitigé côté opérateurs. « On nous a vendu monts et merveilles, rappelle Sylvain Chevallier, expert télécoms chez BearingPoint. Le passage de la 3G à la 4G a apporté des différences gigantesques dans la qualité de service, ce qui a ouvert la porte à une myriade de nouveaux usages. Est-ce qu'on a vécu la même chose en passant à la 5G ? La réponse est non. »

« Il y a eu un écart entre le marketing et la réalité technologique. Quand ils ont vendu la 5G en 2020, les opérateurs auraient dû mettre un astérisque en disant que les vrais bénéfices arriveraient plus tard »

Sylvain Chevallier

Expert en télécoms chez BearingPoint

Les opérateurs se sont pourtant retournés les manches en matière de déploiement. « Chaque acteur s'était engagé à déployer 10 500 sites à horizon fin 2025, rappelle Christian Leon, directeur général de l'équipementier télécoms suédois Ericsson. Ce qu'on peut dire, c'est qu'ils ont joué le jeu puisqu'on compte, plus de 40 000 sites sont sur la bande de fréquence cœur de la 5G. » Damien Jahan, directeur du développement des réseaux chez SFR, confirme : « Par rapport à la 4G, nous avons déployé deux fois plus vite. À ce jour, on couvre 85 % de la population. »

Selon les données de l'Arcep, près de 17,8 milliards ont été investis entre 2020 et 2025 sur le mobile, dont une grosse part est évidemment liée à la 5G.

À entendre Damien Jahan, ce déploiement rapide était indispensable. « Quand on a commencé à déployer, certaines agglomérations commençaient à saturer sur la 4G », explique-t-il. Le désengorgement des réseaux est donc l'un des apports incontestables de la technologie. « Il y avait un enjeu capacitair pour soutenir la croissance des usages. La 5G a été au rendez-vous d'une partie des promesses sur la performance brute », résume-t-il encore.

Le retour sur investissement, en revanche, n'est pas au rendez-vous à ce jour. Du côté du grand public, à mesure que la 5G progressait pour atteindre, fin mars 2025, 26 millions de cartes SIM actives, le coût moyen des forfaits mobile (toute technologie confondue) s'est lui effondré. Selon le baromètre réalisé par Ariase, il est passé de 18,67 euros en septembre 2021, un an après le lancement des premières offres 5G, à 12,76 euros en octobre 2025. La facture moyenne s'établit aujourd'hui à 14,50 euros par carte SIM selon l'Arcep, soit le même niveau que fin 2020.

Si Sylvain Chevallier indique que les opérateurs ont réussi à créer une petite digue permettant de vendre les forfaits 5G plus chers que la 4G, la monétisation reste compliquée dans un marché baissier. « Vu le contexte concurrentiel, il est difficile de voir comment créer une dynamique tarifaire. C'est le sempiternel débat sur la fragmentation du marché des télécoms », explique Romain Bonenfant, directeur général de la Fédération française des télécoms. Il faut également dire que, entre le déploiement d'antennes 5G sur des bandes fréquences basses (700 MHz), offrant de moins bons débits, ou encore de la 5G dite « non standalone » basée sur des cœurs de réseau 4G (offrant moins de possibilités), le consommateur n'a pas perçu immédiatement le bénéfice. « Il y a eu un écart entre le marketing et la réalité technologique. Quand ils ont vendu la 5G en 2020, les opérateurs auraient dû mettre un astérisque en disant que les vrais bénéfices arriveraient plus tard », insiste Sylvain Chevallier.

Le marché professionnel n'est, lui, pas venu à la rescousse. Les équipementiers ont beau communiquer abondamment sur les cas d'usages, de l'usine 4.0 à la logistique autonome en passant par les communications ultra-sécurisées, le marché peine à décoller, à l'exception de

Livestreaming, réalité augmentée ou IA : les nouveaux modes de consommation, gourmands en débit montant, rendront la 5G indispensable pour garantir les performances nécessaires.

FRANK HOERMANN/SVEN SIMON/DPA/SIPA

quelques grands noms ou de projets pilotes. « On va vous parler d'une usine à gauche ou à droite, mais ce sont toujours les mêmes. Seules les grosses entreprises peuvent se payer ce type de réseaux. Comparativement au Wi-Fi, la 5G coûte très cher car suppose des équipements dédiés », explique le cadre d'un opérateur.

Les PME tricolores, notamment industrielles, payent également leur retard en matière de numérisation. Même si elles se dotaient d'un réseau privé 5G demain, elles n'auraient pas les équipements utiles à basculer sur le standard mobile. La filière ne lâche cependant pas le morceau. Cet été, une alliance 5G industrielle a été mise sur pied dans l'Hexagone pour partager les bonnes pratiques. « C'est un marché qui prendra du temps à décoller », explique Sylvain Chevallier.

Le constat n'est pas complètement noir. « On a tendance à oublier d'autres mesures sur la performance des réseaux », indique Christian Leon, de l'équipementier Ericsson. Ce dernier citant pêle-mêle sa consommation énergétique dix fois moindre que la 4G, ses réseaux bien plus sécurisés ou résilients, ou encore la flexibilité qu'elle offre aux opérateurs pour éteindre les réseaux 2G et 3G.

Du côté grand public, les opérateurs ont sans doute l'espoir de monétiser les services associés à la « 5G standalone », ou « vraie 5G », qu'ils ont lancé pour certains à l'été 2024. Elle pèse aujourd'hui moins de 3 % des connexions actives à la 5G selon les calculs d'Ericsson. Mais l'essor des nouveaux modes de consommation, que ce soit le livestreaming, la réalité augmentée ou encore l'IA, qui demandent plus de débits montants - du périphérique vers le réseau - la rendra indispensable pour garantir des bandes de débits et une latence associée. « Si on n'a pas une différenciation, on congestionnera le réseau immédiatement », estime Christian Leon. Charge aux opérateurs de monétiser ce type de services. ■

